

### **Mot-clé Belgique : Bientôt le recommandé électronique et l'archivage électronique**

En tant que pionnier dans l'archivage électronique, le législateur luxembourgeois avait déjà créé, par une loi du 25 juillet 2015, un cadre juridique pour l'archivage électronique des documents. Cette initiative législative visait essentiellement à créer un cadre global pour la dématérialisation de contrats et de documents comptables et ceci tout en préservant leur valeur probante.

Dans le cadre du plan d'action « Digital Belgium » présenté en avril 2015 par le ministre en charge de l'Agenda numérique, le législateur belge a également créé un cadre légal par l'adoption, en date du 5 juillet 2016, d'un projet de loi transposant entre autres la directive européenne 910/2014 (voir Doc. Parl. 54 1893/003).

Les documents électroniques auront dans le futur le même statut juridique que leur équivalent physique ou papier, ce qui va conduire à des gains d'efficacité pour l'économie et les institutions publiques, message principal du communiqué de presse du ministre.

La nouvelle loi confère aux services et documents électroniques la même valeur juridique qu'à leur équivalent papier ou physique et ouvre la voie à l'utilisation de plusieurs « services de confiance électroniques » : l'envoi recommandé électronique, l'archivage électronique, le cachet électronique, la signature électronique, l'horodatage électronique et l'authentification de sites web. La loi vise à augmenter la sécurité juridique, ce qui augmentera l'intérêt pour les services concernés.

### **Services de confiance électroniques**

#### *Archivage électronique*

Grâce à l'équivalence juridique créée entre les documents papier et électroniques, les entreprises et les pouvoirs publics pourront faire de l'archivage électronique, même s'ils ont une obligation légale d'archivage.

#### *Envoi d'un recommandé électronique*

Lorsque la loi requiert un envoi recommandé, celui-ci pourra dorénavant se faire de façon électronique. Il ne s'agit cependant pas d'une obligation.

La possibilité d'un envoi recommandé électronique hybride est également prévue : un courrier est envoyé sous forme électronique ; le destinataire le reçoit en format papier via une matérialisation par un opérateur postal.

#### *Cachet électronique*

Ce nouveau service de confiance certifie le lien entre les données électroniques cachetées et une personne morale. C'est une sorte de cachet électronique sécurisé pour les personnes morales, qui fait office de preuve qu'un document électronique a été délivré par une personne morale. La nouvelle loi assimile le cachet électronique qualifié à une signature manuscrite de la personne physique qui représente la personne morale.

### *Signature électronique*

La loi reprend le cadre juridique existant pour la signature électronique. Ainsi, une signature électronique qualifiée, par exemple à l'aide de l'eID, est assimilée à une signature manuscrite. Le principe vaudra à l'avenir pour l'UE.

### *Authentification de sites internet*

Le service d'authentification prévu permet aux personnes qui consultent un site internet de vérifier, via un certificat, à qui appartient ce site.

### **Mise en œuvre de la directive européenne 910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance**

La directive fixe les conditions dans lesquelles les États membres reconnaissent des moyens électroniques d'identification de personnes physiques et morales et distingue entre les prestataires de services de confiance qualifiés et les prestataires non-qualifiés. Les premiers sont soumis à un contrôle préalable et à des règles plus strictes. Les services de confiance qualifiés bénéficieront en outre d'une présomption d'intégrité des données et d'exactitude des informations.

Enfin, la loi ne s'applique pas dans des situations dans lesquelles un cadre juridique spécifique règle déjà la valeur probante d'un service de confiance particulier ou régit de manière spécifique comment ce service doit être fourni dans un environnement électronique. Ceci est par exemple le cas pour la facturation électronique ou pour la conservation des documents de la Sécurité sociale. Dans ces domaines, la loi ne modifie pas la législation en vigueur.

### **Entrée en vigueur**

Un arrêté royal déterminera l'entrée en vigueur de la loi et des nouvelles dispositions du Code de droit économique.

(Source : <http://www.digitalbelgium.be/fr#news-218>, services d'information du Ministre en charge de l'agenda numérique Alexander de Croo)

**Des questions ? Le sujet vous intéresse ? Contactez-nous.**



#### **Raymond Bindels**

Conseil en propriété intellectuelle

Senior European and Benelux Trade mark and Design Attorney

[raymond.bindels@thg-ip.solutions](mailto:raymond.bindels@thg-ip.solutions)

#### **THG IP Solutions Sàrl**

61, Gruuss-Strooss, L-9991 Weiswampach

[www.thg-ip.solutions](http://www.thg-ip.solutions)

thg IP Solutions ICT News

